

JOURNAL DE ST-PETERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
Tout ce qui concerne l'administration ou la rédaction du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovskiy (ancien Gloukhof) pérouok, maison Duxau, n° 16.
Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non affranchies sont refusées.
Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner leurs lettres d'un mandat sur la poste ou d'un mandat sur un banquier de la dernière bande d'envoi du journal.
PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG.
ANGLAISES ET AFFICHES 10 cop. la ligne.
RECLAMES 25 —
FAITS DIVERS 75 —

S'adresser à St-Petersbourg : au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, tout de l'église hollandaise et à l'Administration du Journal, Maximilianovskiy (ancien Gloukhof) pérouok, 15; à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGENITZ, bureau d'annonces; à Riga, H. LANGENITZ, ci-devant N. KIMMEL, libraire; à Kiev, R. LANGENITZ, ci-devant K. F. BOUDRAC, libraire; à Jitomir, et G. BAKENSTAM, libraire; à Tiflis, à Paris, à l'Office de Publication Russe, Chausée d'Antin, 23; à Londres, chez DELLEY, DAVIES & Co, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, RUD. MOSES, Große Friedrichstr., n° 83; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGLER.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.
Russie (Saint-Petersbourg).
En ville 10 cop. d'une demi-feuille 4 cop.
A l'extérieur 12 cop. d'une demi-feuille 4 cop.
Etats de l'Union postale.
Belgique, Suisse, Hollande et Italie 2 50 7 12
France, Danemark, Angleterre et Roumanie 3 25 8 12
Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte 3 25 8 12
Etats-Unis d'Amérique 3 75 10 12

CONDITIONS D'ABONNEMENT.
Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} janvier.
Les abonnements datent du 1^{er} du mois; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 décembre.
Abonnements pour St-Petersbourg : au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovskiy (ancien Gloukhof) pérouok, 15.
Abonnements pour l'intérieur : adresser les lettres et le mandat sur la poste ou le mandat sur un banquier de la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au-dessous.
Abonnements pour l'étranger : adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovskiy pérouok, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en mandat sur une banque de St-Petersbourg.

AVIS.

Nos ateliers étant fermés aujourd'hui, lundi 19 février, à l'occasion de l'anniversaire de l'avènement au trône de S. M. L'EMPEREUR, le n° 48 du Journal de St-Petersbourg ne paraîtra que mercredi prochain, 21 février.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 18 février.
MARINE IMPERIALE. Réadmission au service à la suite de la flotte, le contre-amiral en retraite Schestakov. (Ord. du jour imp. du 12 février.)

MINISTRE DE L'INTERIEUR. Nomination à l'emploi de membre du conseil d'administration supérieure de la Sibirie occidentale, et de gérant de la 3^e section dudit conseil, le général-major en disponibilité au ministère Makarevich, qui passe au service civil avec le rang de conseiller d'Etat actuel; à l'emploi de curateur de l'hospice de Ste-Catherine à Moscou, le conseiller d'Etat actuel Schildbach, membre du conseil de curatelle des établissements de bienfaisance dans cette capitale. (Ord. du jour imp. du 16 février.)

CONTRÔLE DE L'EMPIRE. Mutation. Le conseiller d'Etat actuel Tchotchouk, gérant de la chambre de contrôle du gouvernement de Mohilev, passe en la même qualité dans la province des Cosaques du Don. (Ord. du jour imp. du 9 février.)

Le 18 janvier S. M. l'Empereur a daigné sanctionner une décision du conseil de l'Empire autorisant le général-major prince Simon Abameliuk à prendre le nom de son beau-père défunt, le conseiller privé actuel Christophe Lazarew, et à s'appeler prince Abameliuk-Lazarew. (Gazette du Sénat.)

CORPS CONSULAIRE ÉTRANGER. M. Jean Bonnet a obtenu son exequatur en qualité de consul de Belgique à Berdiansk. (27 janvier.) (Idem.)

Le 13 janvier, sur un rapport de Son Altesse Impériale le directeur général de la IV^e section de sa chancellerie particulière, S. M. l'Empereur a daigné accorder son assentiment à la création de deux lits à la section thérapeutique de l'hôpital d'enfants, Nicolas à St-Petersbourg, au moyen d'une somme de 10,000 r. offerte par le marchand de 1^{er} guildé de Réval Weiss, en mémoire de son oncle défunt le conseiller privé Théodore Weiss, qui a servi pendant vingt-cinq ans en qualité de directeur et de médecin en chef de cet établissement. (Bulletin des lois.)

Le Messager officiel publie les statuts de l'École d'éducation correctionnelle de Saratov, approuvés par le ministre de l'Intérieur le 3 février 1873.

Le Bulletin des lois publie les statuts des associations de prêts et d'épargne du village d'Ousschevskaya (gouvernement d'Olonets) du bailliage de Blagovestchensk (gouvernement d'Arkhangelsk) et du bourg de Rojdestvenno (gouvernement de St-Petersbourg) approuvés par le ministre des finances les 18, 22 et 23 janvier.

BREVETS DE 5 ANS. à M. Georges Wilkinson, sujet étranger, pour des appareils de macération de la betterave destinés à en extraire le jus; à M. Henri-François Goulet, sujet étranger, pour un appareil à distiller les huiles minérales dont l'ébullition est difficile. (Gazette du Sénat.)

PARTIE NON OFFICIELLE.

S. M. l'Empereur a reçu en audience le 12 février M^r Jilinsky, administrateur du diocèse catholique-romain de Vilna. (Messager officiel.)

Les élections au conseil municipal de St-Petersbourg sont terminées. Le nombre total des membres du nouveau conseil est de 252 (84 membres pour chaque catégorie d'électeurs). Le conseil va procéder maintenant à l'élection du maire, de son bureau et des membres de la délégation municipale (popovskaya yuratsa). (Gazette russe de l'Académie.)

Le Messager officiel annonce que M. le colonel Fovitsky, procédant à des explorations géologiques dans le district de Khodentz (Turkistan russe) a trouvé un gisement de houille aux environs du défilé de Soultouk, sur le versant méridional du mont Orontouz. Les études faites par M. Fovitsky semblent prouver qu'il existe dans cette contrée des gisements houillers très importants.

Les bourgeois qui ont régné ces derniers temps ont interrompu sur plusieurs points la circulation des chemins de fer. Le Messager officiel constate aujourd'hui treize cas de ce genre, arrivés dans les journées des 13, 14 et 15 février. Dans plusieurs endroits les amas de neige étaient si considérables qu'on a dû employer au débarrasement de la voie de trois à cinq mille ouvriers. Il n'y a eu néanmoins qu'un seul cas de dérèglement (ligne Nicolas).

Le directeur du Conservatoire informe les personnes qui ont reçu des invitations pour les soirées musicales des élèves du Conservatoire que la soirée musicale qui devait avoir lieu mardi, 20 février, est remise jusqu'à prochain avis.

Allemagne.

D'après des communications officieuses, LL. AA. II. le prince héritier d'Allemagne et la princesse impériale sont attendus à Berlin pour le 8 mars.

La ville de Berlin avait l'intention d'organiser une manifestation de sympathie pour le retour du prince, qui n'est pas encore revenu dans la capitale, comme on sait, depuis la grave maladie dont il avait été atteint, — mais Son Altesse Impériale a exprimé le désir qu'on s'abstienne de toute espèce de démonstration officielle.

Le conseil fédéral a renvoyé à l'examen de son comité judiciaire les rapports des divers Etats allemands sur l'application de la loi contre les Jésuites et les ordres affiliés, surtout pour étudier la question de savoir quelles sont les corporations religieuses qui, outre la compagnie de Jésus, doivent tomber sous le coup de cette loi.

Le chancelier de l'Empire a fait publier, en guise de complément au projet de loi sur la réforme monétaire, un aperçu de la quantité de toutes les monnaies d'or et d'argent frappées en Allemagne jusqu'à la fin de l'année 1871. Il a été frappé : En or : 15 millions de francs d'or; 14 millions de piastres, 1,086,000 couronnes d'or; 1 million et demi de piastres de 10 et de 5 fl. — le tout pour la valeur de 179,645,478 th. En argent : 64,974,388 piastres de 2 th.; 394,394,943 piastres de 1 th.; 147 millions 184,532 piastres de 1 fl., le tout pour la valeur de 626,800,419 th. Les villes hanséatiques avaient frappé en outre pour 9,144,673 thalers de marcs courants.

Un télégramme adressé de Vienne aux journaux allemands annonce que le conflit qui menaçait de se produire entre la commission centrale allemande pour l'exposition de Vienne et la direction générale de l'exposition, est aplani. M. de Schwarz, a fait, paraît-il, les concessions demandées, de sorte que les artistes allemands disposeront de l'espace qu'ils désiraient dans le palais de l'exposition.

Le gouvernement allemand vient de publier la statistique officielle des pertes en hommes faites pendant la guerre contre la France. D'après ce document, le nombre des morts et des blessés s'élève à 127,897, sur lesquels 17,572 sont morts dans l'action; 10,710 des suites de leurs blessures; 12,253 de maladies; 316 par accidents; 30 de suicide.

Soit, en tout, 40,881 morts, dont 1,534 officiers.

PRUSSE. — Comme nous l'avons dit déjà, la Chambre des Députés de Prusse a repris le 27 février la discussion sur la modification des art. 15 et 18 de la Constitution, et une de nos dépêches d'hier nous annonçait que l'ensemble de ce projet de loi a été voté par 228 voix contre 108, de sorte que, sur ce terrain de la Constitution modifiée, l'Assemblée pourra maintenant ouvrir les débats sur les lois politiques religieuses destinées à régler les rapports entre l'Eglise et l'Etat.

Cette séance du 27 a été un véritable concert de récriminations contre le projet de modification de la Constitution. Afin d'abréger les débats, aucun orateur partisan du projet de loi n'a pris la parole, de sorte que ce sont uniquement les voix oppositionnelles, — MM. de Windthorst et de Reichensperger, au nom du parti catholique; MM. de Gerlach et Strosser, au nom du parti conservateur, et M. Clapowski, au nom de la fraction polonaise, — qui se sont fait entendre. M. le docteur Falk, ministre des cultes, a cependant prononcé quelques paroles pour dire combien le gouvernement tient à ce que les graves questions à l'ordre du jour soient résolues dans le cours de la session actuelle. En outre, M. de Forckenbeck, président de la Chambre, relevant des inexactitudes à l'adresse de M. Lasker, a fait observer que M. Lasker était absent en vertu d'un congé et ne pouvait ainsi répondre aux attaques dont il était l'objet.

Aux votes, tant en première qu'en deuxième lecture, les articles modifiés ont été adoptés à une majorité plus forte que celle qui a été adoptée à la première délibération, il y a trois semaines.

La Norddeutsche Zeitung consacre encore un article à la question des concessions de chemins de fer, laquelle, dit cette feuille, « aurait dû être depuis longtemps, par la presse l'objet d'études calmes et approfondies. » Elle analyse ensuite des réflexions du Handelsblatt de Brême, qui recommande la publicité la plus complète et un contrôle sérieux pour toutes les concessions, et elle conclut en disant qu'au lieu d'exercer ce contrôle il faudrait créer une institution impériale ad hoc, à titre de dernière instance, de sorte que toute demande de concession passerait désormais par les instances suivantes : le préavis des autorités provinciales, la procédure publique, la décision du ministre in corpore et enfin le contrôle de l'Empire.

On se souvient que le gouvernement bavarois a permis aux vieux-catholiques de Constance de célébrer leur culte à l'église des Augustins, au même titre que les infatigables. On annonce maintenant de Constance, 27 février, que le clergé ultramontain ayant refusé d'ouvrir cette église le jour convenu, pour la célébration du culte vieux-catholique, les autorités compétentes ont décidé que ces derniers auront seuls la jouissance de l'église et cela jusqu'à ce que le clergé infatigable décide de vouloir se soumettre aux injonctions du pouvoir civil.

BAVIÈRE. — Le Schwäbische Merkur croit pouvoir rectifier la nouvelle de l'Augsburger Zeitung d'après laquelle l'armée bavaroise recevrait prochainement l'uniforme prussien. Ce journal dit que l'infanterie, les cuirassiers et tous les généraux garderont le bleu clair, mais qu'en effet l'uniforme bavarois sera adapté, sous plusieurs rapports, à celui de l'armée prussienne.

Alsace-Lorraine.

On écrit de Metz, 20 février, aux journaux de Berlin :

« La désinfection des champs de bataille des environs de Metz est complètement terminée. Les tombes en masse se forment de vastes îlots entourés de clôtures. Ces tombes, dans le district de Metz seul, couvrent une superficie de 50,023 mètres carrés. Les tombes isolées occupent en général 20 mètres carrés, mais il y en a 109 dont l'emplacement dépasse 100 mètres. On est occupé à dresser une espèce d'atlas des cimetières et tombes isolées, ainsi que des travaux de désinfection des environs de Metz. Il sera probablement livré au commerce au commencement de mai. Le rachat de tous les terrains occupés par les tombeaux des victimes des grandes batailles de l'année 1870 s'opère rapidement; on compte que ce rachat coûtera de 200,000 à 240,000 fr. »

Autriche-Hongrie.

Le 25 février a eu lieu à Vienne, sous la présidence du comte Andrássy, un conseil des ministres, auquel ont pris part le ministre commun des finances, baron Holzgethan, le ministre des finances hongrois, M. Kerkapoly, le président du conseil, prince d'Anersperg, et le ministre des finances autrichien, baron Depretis. L'objet des délibérations était le budget des affaires communes pour 1874. Le budget entier avait été fixé dans cette séance, les journaux en tirent la conclusion qu'on ne demandera aux Délégations rien de plus que ce qui a été accordé dans le dernier budget.

Les journaux autrichiens prévoient que, tout comme à Berlin les Chambres prussiennes et le Parlement de l'Empire siègeront simultanément, on verra aussi à Vienne la session du Reichsrath coïncider avec celle des Délégations. Or, pour ce qui concerne la Délégation autrichienne, la Neue Freie Presse et le Fremdenblatt s'accordent à dire que plusieurs des membres de la Chambre des Députés du Reichsrath qui prennent une part active aux travaux des commissions ont décliné d'avance des mandats pour la Délégation.

Le 26 février, la commission constitutionnelle chargée d'étudier le projet de réforme électorale a élu unanimement M. Herbst rapporteur de la commission. Les travaux sont terminés, à l'exception de quelques projets qui réclament la décision du conseil des ministres. Au nombre des plus importants des projets qu'il reste encore à examiner, se trouvent ceux de MM. Fox et Brestel, concernant le nombre de députés nécessaire pour que la Chambre des Députés puisse prendre des décisions sur des lois constitutionnelles. Selon M. Brestel, la présence de 175 députés devrait être requise dans ce cas.

Le gouverneur du Tyrol a ordonné les élections directes pour le Reichsrath dans le Vorarlberg. Elles auront lieu le 17 mars dans la circonscription rurale et le 21 mars dans la circonscription urbaine.

Dans sa séance du 27 février, la Chambre des Députés de Hongrie a terminé la discussion du budget du ministère des cultes et de l'instruction publique, et elle a adopté une motion déposée par M. Franzy et invitant le gouvernement à présenter aussitôt que possible des projets de loi sur la liberté religieuse et sur l'introduction du mariage civil.

France.

Au distribué le 27 février aux députés plusieurs amendements au projet des Trente.

Amendement du marquis d'Andelarre. — « L'Assemblée Nationale ne se séparera pas avant d'avoir statué sur l'organisation et le mode de transmission des pouvoirs législatif et exécutif; sur la responsabilité des ministres, et sur la responsabilité ou la non-responsabilité du chef de l'Etat. »

Amendement de M. Amédée Lefèvre-Pontalis. — « L'Assemblée Nationale ne se séparera pas avant d'avoir statué sur les institutions de la France. »

Amendement de M. de Belcastel. — « Article unique. — Dans aucun cas, le vote suspensif ne pourra s'appliquer aux lois constitutionnelles. »

La Union républicaine a tenu mercredi le 26 une séance à Paris.

L'ordre du jour portait sur le rapport et le projet de loi de la commission des Trente; la réunion était très nombreuse. M. Peyrat présidait. La discussion s'est ouverte vers deux heures; presque tous les membres présents y ont pris part; le rapport a été examiné au point de vue des compromis et des transactions parlementaires qu'il expose, des menaces qu'il contient contre la démocratie et la république et des institutions aristocratiques dont la commission se propose d'entourer le régime actuel.

Après un examen approfondi, dans lequel on a passé en revue la conduite possible des divers partis dans l'Assemblée, les arguments et les objections soulevés par l'œuvre des Trente, aussi bien que les résultats probables du rejet ou de l'adoption d'un pareil projet.

L'Union républicaine, voulant rester fidèle à ses principes politiques et à la volonté nationale, a considéré le projet actuel comme de nature à consacrer l'usurpation du pouvoir constitutionnel, un attentat au suffrage universel, dont l'intégrité est la base de la souveraineté nationale, soit qu'on l'envisage au point de vue du corps électoral lui-même, soit qu'on l'envisage au point de vue de l'unité de représentation nationale.

En conséquence, et après la clôture de la discussion, la réunion a pris à l'unanimité les résolutions qui suivent :

« Première. — La réunion repousse, tout à la fois, les conclusions du rapport et les divers articles du projet de loi qui l'accompagnent. »

« Deuxième. — L'Union républicaine se déclare en outre qu'elle appuiera, ainsi qu'elle l'a déjà fait, toute proposition tendant à protéger les pouvoirs de M. Thiers, comme président de la république, jusqu'à l'établissement du pouvoir exécutif par la prochaine Assemblée Nationale. »

La gauche républicaine a aussi tenu mercredi le 26, à Paris, sous la présidence de M. Fourcadet, une longue séance dont voici le procès-verbal :

« Après la lecture du procès-verbal de la séance de dimanche dernier, sur laquelle le secret devait être gardé, plusieurs membres de la réunion ont successivement protesté contre le compte rendu inexact qui a été publié dans divers journaux. La pensée de M. Roussier a été complètement démentie; M. Arago n'a pas pris la parole, et l'amendement qu'il a déposé à la commission des Trente demandant, non pas la prorogation des pouvoirs pour trois ans, mais jusqu'à l'organisation du pouvoir exécutif par la prochaine représentation nationale.

M. Albert Grévy, en combattant l'art. 4 du projet, n'a jamais proposé de soutenir d'autre amendement que celui de M. Arago. Il résulte de renseignements pris que la délibération a été entendue et mal entendue par une personne étrangère à la réunion, et des mesures sont prises pour que le fait ne se reproduise pas.

« La délibération sur le projet de loi de la commission des Trente a été reprise et s'est prolongée jusqu'à cinq heures. M. Fourcadet a d'abord rendu compte à la réunion d'une démarche faite par le bureau de la gauche auprès de M. Thiers, pour connaître sa pensée sur les divers paragraphes de l'article 4. Il a constaté que les interprétations données aux projets du président de la république sont inexactes.

« De nombreux orateurs ont ensuite discuté sur l'attitude que la gauche devrait prendre, et tenant compte de la communication faite par le bureau, ont examiné les motifs favorables ou contraires à l'adoption du projet : M. Barthé a donné connaissance d'un contre-projet destiné à en préciser le sens. MM. le colonel Denfert, Faye, de Pressensac, Arago, Jules Favre, ont successivement montré que le projet était la réalisation du message présidentiel et que sa véritable portée ressortait des déclarations qui seraient faites à la tribune. Selon M. Ricard, la gauche est des aujourd'hui suffisamment éclairée pour se prononcer en faveur du projet.

« Plusieurs membres de la réunion, et notamment M. Goblet et Albert Grévy, ont au contraire signalé de nouveaux dangers que présenterait son adoption. La réunion, en se séparant, s'est bornée à formuler ainsi le résultat des délibérations qui ont eu lieu aujourd'hui et dimanche dernier.

« Confiant dans la politique du message, la gauche est disposée à appuyer le gouvernement dans la discussion du projet. »

« Le bureau convoquera, s'il y a lieu, la réunion pour une séance extraordinaire. »

On lit dans le Bien public :

« Le gouvernement a, nous dit-on, examiné avec le plus grand soin la question de Lyon au point de vue municipal. On a tenu compte des traditions et du caractère de la population. Lyon est une des villes les plus municipales de France, une de celles où la cité conserve le plus fidèlement son type et ses besoins d'indépendance. Dans l'étude de cette question, le gouvernement a donc dû se préoccuper à la fois de l'intérêt général du pays et de l'intérêt particulier de la ville. »

« Il lui a paru que la division de Lyon en plusieurs municipalités ne serait pas une solution satisfaisante, surtout au moment où une loi municipale s'élaborait; l'heure serait mal choisie pour créer des exceptions, ayant même d'avoir formulé la règle. On s'est arrêté à un système moins absolu et peut-être utilement servir de transaction entre les partisans du statu quo et les promoteurs de la réforme. Ce système consiste à sectionner les collèges électoraux, ce qui s'est fait à Nantes et ailleurs. Si nous sommes bien renseignés, un projet de loi dans ce sens serait prochainement déposé sur le bureau de l'Assemblée. »

« M. Cantonnnet, dont le nom a été annoncé la semaine dernière, retourne demain à Lyon. Nous croyons pouvoir assurer qu'il rapport avec la confiance entière du gouvernement, et qu'au ministère de l'Intérieur on apprécie, comme il le méritent, les services qu'il a rendus, et qu'il fait grand fond sur ceux qu'il peut rendre encore dans la situation importante et difficile où il est placé. »

Le Journal officiel publie un décret en date du 22 février, par lequel M. Cantonnnet, préfet du Rhône, a été nommé chevalier de la Légion d'honneur.

On lit dans le Français : « Plusieurs journaux de la gauche semblent tirer de la récente lettre de M. le comte de Chambord cette conclusion, que celui-ci n'aurait dans la question du drapeau blanc que d'après les conseils et avec l'approbation du saint-père. Nous croyons pouvoir affirmer, sans crainte d'être démenti à Rome, que la conclusion tirée par les feuilles de gauche des termes employés par M. le comte de Chambord est absolument sans fondement. Le pape n'a jamais approuvé sur ce point particulier la conduite de M. le comte de Chambord. »

Le prince Alphonse des Asturies, rappelé de Vienne par la reine Isabelle, devait arriver à Paris le 26. On assure qu'un conseil de famille a eu lieu le lendemain au palais Basilevitch, au sujet de son mariage. (Liberté.)

On lit dans le XIX^e Siècle :

« Un nouveau câble sous-marin sera placé avant le 1^{er} de l'année entre l'Europe et l'Amérique; le point de départ sera l'Irlande, et l'autre New-York. La rapidité des communications sera donc augmentée par cette fabrication de câble et les appareils de transmission lui donneront une très grande puissance; il en résultera naturellement un abaissement dans le tarif des dépêches transatlantiques. »

« Le câble dont la pose vient d'être décidée est posé aux frais d'un syndicat de banquiers de Londres, de Bruxelles, d'Amsterdam, de Paris, et de Berlin. »

NÉCROLOGIE. — Le docteur Marchal (de

Calvi) est mort le 25 février, à Paris, à l'âge de cinquante-huit ans.

Grande-Bretagne.

Londres, 26 février. — **Chambre des Communes.** — M. Seely propose la modification du ministère de la marine par la nomination d'un secrétaire d'Etat au lieu du conseil d'amirauté actuel.

M. Brassey propose un amendement tendant à modifier la composition du conseil actuel. Après une longue discussion l'amendement est retiré et la proposition rejetée par 114 votants contre 13.

Le budget de la marine pour l'exercice 1873-1874 vient d'être publié. Il s'élève à 9 millions 872,735 livres sterling. Soit une augmentation sur le précédent exercice de 340,576 livres sterling.

L'exposé fait par M. Cardwell, ministre de la guerre, à la Chambre des Communes, inspire les réflexions suivantes au Journal des Débats :

« En 1871, le ministre Gladstone, entreprenant une œuvre difficile et de longue haleine, et cédant à un courant très-prononcé de l'opinion publique, a entrepris de réorganiser l'armée anglaise sur de nouvelles bases et de rendre effective et aussi peu coûteuse que possible une force dont l'insuffisance, — sous certains rapports du moins, — était généralement reconnue et qui absorbait cependant des sommes considérables. »

« Il fallait pour cela supprimer des privilèges que leur durée faisait défendre comme des droits, faire disparaître des abus invétérés et charger le pays de dépenses énormes; on pouvait s'attendre à une vive résistance des Lords, en possession des privilèges, et des Communes, gardiennes de la bourse publique; le cabinet actuel n'a toutefois pas hésité, et, une fois entre dans la voie, n'a cessé de la parcourir les yeux fixés sur le but. »

« Dans l'avant-dernière session, le bill sur l'abolition de l'achat des grades, voté par les Communes, a reçu force de loi, en dépit de la résistance des Lords; dans la dernière, M. Cardwell a fait adopter son projet d'organisation de l'armée et s'est fait accorder les crédits nécessaires pour le mettre à exécution. »

« Depuis un an, le nouveau système est appliqué; quels résultats a-t-il produits? Le ministre de la guerre, vient de le dire en présentant lundi à la Chambre des Communes le budget des dépenses de l'armée. Les détails qu'il a fait connaître méritent d'être signalés pour deux raisons. Ils fournissent en effet les matériaux nécessaires pour porter un premier jugement sur la réforme opérée, et donnent aux nations européennes une idée assez exacte des forces militaires dont l'Angleterre, le cas échéant, pourrait disposer sûrement. »

« Les sommes demandées pour l'entretien de l'armée anglaise s'élèvent à 360 millions de francs, en chiffres ronds; en deux ans, une diminution de 48 millions a été opérée dans les chiffres portés au budget, qui sont moins élevés qu'ils ne l'ont été depuis la guerre de Crimée, une seule année exceptée. Le fait est d'autant plus remarquable, que le prix des objets de première nécessité a sensiblement augmenté depuis quelque temps, que des sommes importantes ont été consacrées à l'amélioration de divers services, et qu'enfin les fonds demandés pour faire face aux dépenses n'ont jamais été complètement absorbés depuis que le ministre actuel est en charge. »

« La majorité de la Chambre des Communes se montre sans doute satisfaite de ces premières déclarations. Elle le sera probablement aussi de celles qui concernent l'effectif de l'armée. 125,000 hommes de troupes régulières (90,000 soldat et 35,000 soldats de la réserve et de la milice, 129,000 soldats de la 1^{re} et de la 2^e classe; au total, 462,000 hommes, dont les forces dont l'Angleterre pourrait disposer en cas de besoin, et que 33,000 recrues par an suffiraient à maintenir en état. D'anciens doutes que ce nombre de recrues puisse être obtenu tous les ans et se plaigement des désertions nombreuses qui seraient constatées par les chefs de corps, et qui se seraient élevées à 5,861 en 1872. L'administration militaire ne partage pas ces craintes et ne trouve dans les faits qui se sont produits jusqu'à présent aucun motif de découragement. »

« La milice n'est pas encore arrivée à son effectif normal, mais elle a gagné en vigueur; les volontaires ont diminué de nombre, mais sont plus actifs au service. L'armée a été « localisée » en un nombre déterminé de centres où, pour épargner la dépense et faciliter l'admission, des dépôts de tout genre seront établis. 30 millions de francs ont été jusqu'à ce jour employés à dédommager les propriétaires de grades, et bientôt le corps d'officiers ne sera plus composé que d'hommes auxquels leur seule capacité aura procuré de l'avancement. Le soldat, bien nourri, mieux payé qu'en beaucoup de pays, restera volontiers au service et fournira d'excellents éléments à l'armée. »

D'après les nouvelles les plus récentes d'Ottawa, des députés de l'île du Prince Edouard étaient arrivés dans cette ville pour demander l'admission de l'île dans la Confédération canadienne.

Mary-Anne Cotton, l'empoisonneuse, a comparu le 20, devant le juge instructeur anglais siégeant au tribunal de police d'Ankland. Elle portait son nouveau-né dans ses bras et paraissait se trouver en bonne santé.

M. Trotter, greffier du tribunal, a fait connaître la position actuelle de la prévenue. Mary Cotton a déjà été renvoyée devant les prochaines assises de Durham comme accusée d'avoir empoisonné le 12 juillet dernier, à West Ankland, son mari Charles Edward Cotton; une seconde accusation est aujourd'hui lancée contre elle, celle d'avoir également empoisonné deux de ses enfants et un locataire du nom de Joseph Natrass. Le corps de ces deux enfants et du locataire, ainsi que celui de Charles Cotton, ont été exhumés, et l'autopsie a prouvé qu'il y avait eu un quadruple empoisonnement. L'accusation cherchera à prouver que les qua-

tre personnes ont pris de l'arsenic à une dose

suffisamment forte pour provoquer la mort, et que Mary Cotton seule a pu administrer le poison.

Plusieurs témoins ont comparu dans l'instruction, entre autres, le docteur Scattergood, de Leeds, qui a analysé le contenu de l'estomac, des poumons, des intestins grêles, des rectum, des foies, du cœur et des reins des victimes; tous ces organes contenaient de l'arsenic.

Après l'audition des témoins, le magistrat a déclaré que l'accusée aurait à répondre de ces nouvelles accusations devant les prochaines assises de Durham, qui jugeront en même temps l'accusation relative au premier empoisonnement.

Danemark.

La commission du Folkething chargée d'examiner le projet de réforme monétaire scandinave a résolu à l'unanimité d'en conseiller l'adoption au Folkething. On est à peu près sûr que le Rigsdag approuvera le projet de convention.

Italie.

La Nazione croit savoir que le roi Victor-Emmanuel ira à Florence au commencement du mois prochain.

La Perseveranza a reçu de Rome une lettre dans laquelle il est question de la prétendue conspiration ourdie contre la vie de Victor-Emmanuel et signalée au gouvernement italien par le gouvernement anglais. On sait que la presse cléricale s'est emparée de cette nouvelle inexacte et en a fait un sujet de conjectures et de pronostics. Le correspondant de la Perseveranza, ayant pu se renseigner à bonne source, croit devoir répondre à leur juste valeur tous ces bruits. Il est vrai, d'après lui, que des communications ont été faites par le cabinet de Londres au Quirinal, mais ce n'est en réalité qu'une série de réponses faites à plusieurs questions que la légation d'Italie à Londres avait adressées au gouvernement britannique. Ce qui résulte de ces réponses, au contraire, c'est qu'il n'y a pas de conspiration. On avait constaté qu'il n'était pas fondé. Voilà tout! Le correspondant fait ensuite observer que tout ce que dit la presse cléricale au sujet de prétendus symptômes d'une révolution imminente dans le Portugal est absolument faux.

Nous lisons dans la Lombardia du 21 : « Plusieurs dames de notre aristocratie sont allées aujourd'hui faire une visite à la princesse Clotilde. »

« On nous dit que la princesse a l'intention de vivre dans une retraite absolue. »

« Ce matin elle s'est rendue à pied, accompagnée de sa dame de compagnie, à l'église de San Pietro Celestino pour y entendre la messe. »

« Le prince Napoléon vit aussi très retiré. Hier matin, de bonne heure, il se promenait seul dans les jardins publics. »

« Le duc de Sermoneta a été réélu à la 5^e circonscription électorale. »

Le Journal Italienische Nachrichten dément le bruit d'après lequel la Grèce aurait envoyé aux grandes puissances une protestation par suite d'une arrestation faite dans les eaux de Corfou, par la police italienne, d'un sujet italien condamné par contumace pour assassinat. La Grèce s'est bornée à adresser directement des observations à Rome. Le ministre italien a renvoyé la question à l'examen de la commission du contentieux diplomatique. La solution de la difficulté sera conforme aux décisions de la commission et à l'équité.

On lit dans

aux lianes premières importées de ces Etats aura lieu aussitôt que lesdits traités seront modifiés ou arriveront à leur échéance.

« Dans le cas de suppression ou de réduction des droits sur les matières premières, cette suppression ou cette réduction s'étendra de plein droit à la Belgique, et les droits compensateurs sur les produits de l'industrie belge seront supprimés ou réduits proportionnellement.

« En outre, toute suppression ou réduction des droits d'entrée que la France pourrait accorder à une traite postérieurement à la date du traité s'étendra de plein droit à la Belgique.

« Les parties contractantes se sont engagées à n'établir l'une à l'égard de l'autre aucun droit de sortie sur les produits de leur sol ou de leur industrie, qui ne s'applique en même temps aux produits de même nature en destination des autres pays étrangers.

« Les droits établis à l'exportation des produits belges ne pourront être que la représentation exacte des droits d'accise ou de consommation grevant lesdits produits ou les matières dont ils sont fabriqués.

« De même, les drawbacks établis à l'exportation des produits français ne pourront être que la représentation exacte des droits d'accise et de consommation grevant lesdits produits ou les matières dont ils sont fabriqués.

« Les parties contractantes pourront, en outre des droits de douane, frapper les marchandises étrangères d'une taxe supplémentaire égale aux droits d'accise ou de consommation qui grevent les articles similaires indigènes.

« Si l'un des parties juge nécessaire d'établir un droit d'accise nouveau ou un supplément de droit d'accise sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé à l'importation d'un droit égal.

« Mais aucun droit compensateur ne pourra être imposé à raison d'un droit de douane perçu sur des produits bruts ou manufacturés importés de l'étranger.

« Dans le cas de suppression ou de diminution des droits d'accise ou de consommation dont il est question ci-dessus, les taxes supplémentaires imposées aux produits d'origine ou de manufacture belge ou française, seront supprimées ou réduites de sommes égales à celles dont seraient diminués ces droits d'accise ou de consommation. En outre, dans le cas où les droits sur les matières premières viendraient à être supprimés ou réduits, ou cesseraient d'être perçus pour une cause quelconque, les drawbacks seraient supprimés ou proportionnellement réduits.

« Les ratifications du traité seront échangées à Paris, aussitôt après que la sanction législative aura été obtenue, de part et d'autre. Il sera appliqué douze jours après qu'il aura été ratifié. Il restera en vigueur pendant dix années à partir de la date de sa mise à exécution.

« Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié deux mois avant la fin de ladite période son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à la fin d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des parties l'aura dénoncé.

Suisse.

Berne, 26 février. — 194 membres du Grand-Conseil de Berne proposent de valider les décisions de la conférence diocésaine de Soleure.

Soleure, 27 février. — Le gouvernement de Soleure a fixé aux curés qui ont déclaré ne pas vouloir reconnaître d'autre évêque que M. Lachat, un délai de huit jours pour se soumettre.

Le conseil d'Etat a publié une proclamation au sujet de l'appel des troupes sous les drapeaux. Le conseil dit qu'il ne veut pas d'intervention fédérale et qu'il saura maintenir l'ordre et la tranquillité dans le canton.

Le parti ultramontain vient d'adresser au gouvernement une demande d'initiative tendant à la révision de la Constitution cantonale. La demande porte 2,165 signatures.

Les curés du canton de Soleure n'ont pas publié le mandement de M. Lachat.

Le Journal de Genève rend compte d'une manifestation en l'honneur de M. Merillod, qui a eu lieu à Fernex, où ce prélat a provisoirement fixé son domicile. On sait que c'est à

Fernex que Voltaire a résidé pendant de longues années. C'est donc dans ce pays, tout plein encore des souvenirs de l'auteur du Dictionnaire philosophique, que M. Merillod a reçu les députations catholiques venues pour lui rendre hommage, et dont le nombre s'élevait, d'après une feuille cléricale suisse, à plusieurs milliers. La manifestation s'est faite d'abord dans la cour du collège ecclésiastique de Fernex et s'est terminée dans l'église de cette ville, et elle paraît avoir été en grande partie religieuse. Comme Fernex fait partie du département de l'Ain, il avait fallu demander une autorisation qui avait été accordée, à la condition qu'il n'y aurait sur la voie publique aucune démonstration pouvant susciter des réclamations de la part du gouvernement suisse.

Le Courrier de Genève publie le texte des allocutions prononcées à la manifestation de Fernex par M. Merillod. Nous extrayons le passage suivant de l'allocution :

« Et maintenant, tout n'est pas fini par cette manifestation. Par la voix du président du cercle, par la voix du jeune et ardent orateur du Pius Verein, vous m'avez prouvé obéissance et fidélité. En dehors de mon autorité, vous n'auriez que des schismatiques, que des prêtres intrus qui ne seraient ni la religion de vos pères, ni l'honneur de vos consciences; vous respecterez les prêtres que je vous ai envoyés. Vous respecterez ma parole qui vous arrivera par eux. C'est tout ce que je vous demande. En dehors du pape, en dehors de l'autorité qu'il m'a donnée pour vos âmes, il n'y a que schisme, de quelque part qu'il arrive, sous l'impulsion de la centralisation du pouvoir, ou sous une impulsion allemande, ou sous une impulsion occulte quelconque. Quant aux autorités de mon pays, je ne leur demande rien, si ce n'est le respect de l'art. 130 de la Constitution, et la liberté religieuse. »

Le même journal relate en outre l'incident que voici :

« Prés de l'église, dit le Courrier, il y eut une scène touchante entre toutes. Un vieillard s'approche et dit à l'évêque : « Monseigneur, je ne me raserai plus, je ne laisserai croître la barbe jusqu'à votre retour de l'exil. J'ai fait cela pendant l'exil de M. Marilly, je le ferai encore pendant votre exil. »

Le Conseil fédéral, dit le Journal de Genève, a communiqué aux Etats intéressés le second rapport mensuel sur l'état des travaux de la ligne du St-Gothard. Ce rapport porte la date du 31 janvier. Sur les 14,920 mètres de tunnel, 40 mètres étaient percés à fin janvier à l'embouchure nord, à Göschenen, et 125,5 mètres à l'embouchure sud, à Airolo, ce qui fait un total de 165,5 mètres, soit 44,9 mètres de progrès en un mois. Le nombre maximum d'ouvriers employés a été pendant le mois de janvier de 399.

A Göschenen, outre le progrès de la galerie noté 19 mètres en sont percés dans la tranchée devant l'embouchure du tunnel, dont 13,8 mètres sont maintenant protégés par une voûte. De ce côté, le percement a toujours eu lieu dans le granit ou gneiss granitique dur, au commencement du mois quelque peu fissuré, vers la fin très compacte, sec et avec cassure conchoïde.

A Airolo, la galerie de direction s'est percée dans des micachistes en couches minces et très-fissurées. Au commencement du mois, les infiltrations étaient encore abondantes, mais elles diminueront avec le grossissement des couches de la roche. Outre les micachistes, on rencontre quelques couches et veines de quartz, et de plus de l'amphibole et des grenats disséminés.

Les progrès n'ont pas encore été considérables, parce que l'on n'a pas encore procédé à l'installation des machines et que tout le travail s'est fait jusqu'à présent à la main.

Le tracé de la ligne dans le canton du Tessin a été définitivement adopté par le Conseil fédéral. Celui-ci a en outre reconstitué dans son sein la commission du Gothard, composée de trois membres du Conseil et qui fonctionne depuis 1869 déjà. Elle se compose maintenant de MM. Cérésole, Schenk et Wettli. M. Cérésole a remplacé M. Kuntzsch, qui lui-même avait succédé, au sein de la commission, à M. Dubs.

Espagne.

Le correspondant spécial du Temps lui télégraphie de Madrid le résumé suivant du mémorandum adressé par M. Castelar, ministre

d'Etat, aux représentants de l'Espagne près les puissances étrangères :

« Après un exposé rapide des causes qui ont détruit en Espagne le prestige de l'antique monarchie et amené la révolution de 1868, le ministre ajoute que les gouvernements de l'Europe qui ont reconnu les pouvoirs émanés de cette révolution ne pourront refuser de reconnaître le régime définitif qui en est le dérivé logique.

« Les Cortes constituantes avaient conservé pour trois raisons la forme monarchique : d'abord, pour se conformer aux traditions du peuple espagnol; puis, parce qu'elles espéraient par là donner force aux principes libéraux de la révolution; enfin, pour mettre la forme du gouvernement espagnol en harmonie avec les formes politiques existant dans presque toute l'Europe.

« Nous sommes d'une monarchie, mais sans trône de monarchie. Il n'existe pas en Espagne une de ces dynasties qui représentent, comme la dynastie anglaise, des principes religieux et nationaux en harmonie avec l'esprit moderne, ni un de ces princes ou de ces rois qui, dans les conseils de la diplomatie et sur les champs de bataille, ont pu fonder l'unité de l'Italie et celle de l'Allemagne. Nos dynasties, dont l'une avait été vaincue dans la guerre civile, dont l'autre était détruite par une révolution, avaient perdu tout prestige.

« Nous n'étions pas, comme la Belgique, la Hollande, la Grèce, la Roumanie, liés à la forme monarchique par des traités internationaux; mais il nous fallait chercher un roi à l'étranger, en courant le double risque de troubler l'Europe et de blesser le sentiment national des Espagnols. Aucune puissance ne nous vint d'abord en aide; toutes nous marchandèrent leur concours. Une expression douloureuse a démontré que la politique la plus propice à la tranquillité générale aurait été de nous reconnaître et de fonder immédiatement la république que nous crions aujourd'hui.

« Mais les Cortes se croyaient liées. Elles nous donnèrent un roi illustre par la naissance, valeureux, ayant des alliances, respectueux de la Constitution. Toutes ces qualités ne purent cependant triompher du sentiment national. Le jeune prince le comprit et il renonça à la couronne.

« Que faire alors? Supprimer le roi de retirer son abdication était indigne de nous. Rappeler la dynastie détruite était impossible. Eriger une dictature militaire était absurde. Il y avait péril à établir un régime provisoire. Les Cortes, dans la plénitude de leur pouvoir, proclamèrent la république. Ce ne fut pas une révolution, mais une évolution nécessaire.

« Toutes les autorités civiles et militaires se sont empressées d'adhérer à la résolution de l'Assemblée Nationale. Les classes conservatrices ont compris la nécessité de cette transformation.

« Faites comprendre au gouvernement de ce que notre république ne peut pas être en Europe un brandon de discorde. Cette transformation est purement intérieure et n'a aucune relation avec les problèmes politiques et internationaux qui intéressent l'Europe.

« L'Amérique et la Suisse ont reconnu la république espagnole. Nous avons le droit d'espérer que les autres puissances nous reconnaîtreont également. Que les nations étrangères ne nous demandent pas de montrer de l'énergie, si elles nous refusent la seule chose que nous leur demandons : leur concours moral. »

On sait que les Cortes espagnoles avaient été saisies par plusieurs députés d'une proposition ayant pour but la nomination, par l'Assemblée, d'une commission chargée d'examiner les comptes de la liste civile de l'ex-roi Amédée I^{er} pendant la durée de son règne.

« On télégraphie à ce sujet de Madrid à la Liberté que M. Figueras, chef du pouvoir exécutif, répondant aux auteurs de la proposition, a déclaré : 1^{er} qu'il est à la connaissance de tout le monde que le prince de Savoie avait introduit dans l'administration du palais le mépris de l'ordre et d'honnêteté; 2^o que, par suite, il ne saurait entrer dans les intentions de l'Assemblée Nationale de s'immiscer dans une affaire dont l'examen serait inopportun et n'a pas, en outre, de raison d'être.

« Nous étions bien renseignés, dit le Correspondant universel, en annonçant que dans les nouvelles alarmantes répandues sur la si-

tuation de Madrid il fallait faire une large part à l'exagération. Les quelques désordres qui ont eu lieu dans la capitale de l'Espagne, si l'on peut appeler désordres les cris d'une poignée de soldats réclamant leur bien-être, ou le rassemblement de quelques groupes demandant la suppression de l'armée permanente au cri de « vive la république », ces désordres, disons-nous, ont été promptement réprimés grâce à l'attitude énergique du gouvernement, qui, comme l'a dit M. Castelar dans son éloquent discours du 22 aux Cortes, est formellement résolu à maintenir la tranquillité publique et à faire respecter les décisions de l'Assemblée Nationale. Tout ce que nous avons dit à ce sujet ces jours-ci se trouve confirmé par une dépêche officielle de Madrid conçue à peu près dans les termes suivants :

« Un grand calme et une vive allégresse régnaient à Madrid à l'occasion du carnaval. L'ordre le plus complet régnait dans toute la Péninsule. Le nouveau ministère vient de nommer les gouverneurs de province, qu'il a chargés de maintenir l'ordre et la liberté. Tout fait espérer que la république espagnole, qui traverse aujourd'hui des moments de transition toujours critiques, sera un modèle de prudence et de sagesse.

Signé : CASTELAR.

« Le Journal français le Soir donne les renseignements que voici sur les nouveaux ministres espagnols :

« M. Tutan est un ancien quinquillier de Barcelone, qui a rempli à plusieurs reprises le mandat de député. Malgré la modestie de son origine, M. Tutan est un homme fort instruit et compétent dans les questions de finances, qu'il a traitées souvent, avant les Cortes, avec une certaine autorité. Ses idées politiques et économiques sont très-radicales, trop radicales peut-être, et d'une saveur socialiste fort accentuée.

« M. Acosta est un officier d'infanterie que le maréchal Prim poussa au généralat pour le récompenser de sa coopération à la révolution de 1868.

« M. Acosta a un caractère fort énergique et la réputation d'un brave soldat. Il était très-hostile au général Cordova, dont il condamna l'administration désastreuse, et il avait pris fait et cause pour les officiers d'artillerie démissionnaires.

« M. Chao est un publiciste distingué, rédacteur pendant longtemps de journaux républicains. On cite de lui, avec éloges, un résumé de l'histoire d'Espagne, fait avec une grande impartialité, d'après Mariana, Minna, Sabán et Torenio, et continué, par lui-même, depuis l'époque de la guerre d'indépendance (1808) jusqu'à la majorité de la reine Isabelle II. M. Chao est publiciste modéré. Il fut directeur des télégraphes sous le gouvernement provisoire de 1868 et remplit le mandat de député depuis la même époque.

« M. Sorni, républicain de la veille, s'est toujours montré homme d'ordre dans ses discours parlementaires. On pense qu'il suivra une politique conservatrice, envers les provinces d'outre-mer, dont l'administration vient de lui être confiée.

« M. Oreyron, récemment promu au grade de contre-amiral, est un bureaucrate. Sa carrière a été faite dans les bureaux du ministère de la marine, dont il vient d'être nommé le chef. Ses idées politiques, fort effacées, ainsi qu'il convient à un officier, passent pour être néanmoins fort libérales.

« Le Diario, de Barcelone, du 23, publie, sous forme de circulaire adressée aux provinces, le décret du ministre de l'Intérieur portant réorganisation des corps de volontaires en Espagne. L'arrêté ministériel est ainsi conçu :

« Art. 1^{er}. — Les volontaires de la Liberté s'appelleront désormais « Les Volontaires de la République. »

« Art. 2. — Ces corps seront substitués à ceux qui existent dans leur forme actuelle.

« Art. 3. — Seront immédiatement réorganisés dans la même forme, que ci-devant, les corps de volontaires qui avaient été dissous depuis le mois d'octobre 1868.

« Art. 4. — Les centres de population qui n'auront pas été dotés de corps de volontaires depuis la révolution de septembre, pouront en organiser en se conformant aux prescriptions du décret du gouvernement provisoire du 17 novembre 1868, converti en loi par les Cortes constituantes de 1869.

« Art. 5. — Le gouvernement de la république fournira des armes aux volontaires nouveaux, au fur et à mesure que l'état des arsenaux le permettra et que les crédits à cet effet auront été obtenus de l'Assemblée Nationale.

« Art. 6. — Les forces volontaires de la république dépendront directement du ministre de l'Intérieur, qui prendra immédiatement les mesures opportunes pour mettre à exécution les dispositions du présent décret.

« En vertu du décret ci-dessus, tous les citoyens qui auront fait partie, comme chefs ou volontaires, des bataillons formés sous l'autorité du décret antérieur du gouvernement provisoire et voudront continuer à servir, en cette qualité, dans les bataillons de réorganisation voudront bien s'inscrire à la mairie de Barcelone conformément à l'article 4 du décret précité.

« Vive la république démocratique fédérale! »

Barcelone, le 23 février 1873.

« L'Alcade populaire, »

« NARCISO BUXO Y PRATS. »

« Des bruits répandus depuis quelques jours, dit le Journal des Débats, faisaient craindre un pronunciamiento militaire en Espagne. Une dépêche de Madrid contient des détails rassurants à cet égard. Selon cette dépêche, les maréchaux Serrano et Concha, ainsi que la plupart des généraux présents dans la capitale, se sont présentés au ministère de la guerre pour prendre l'engagement solennel de mettre leur épée au service du gouvernement républicain proclamé par la nation. Cette dépêche est datée du 26 février au soir; il s'agit donc d'une démonstration toute récente.

« L'American register publie la dépêche suivante :

« Madrid, 26 février, soir. — Le général Siles, ministre des Etats-Unis à Madrid, a donné l'ordre à l'escadre américaine de la Méditerranée de se réunir à Cadix pour contrebalancer l'agitation occasionnée par la présence de la flotte anglaise à Lisbonne.

« On lit dans le Diario du 22 (édition du soir) :

« Une commission du conseil municipal de Barcelone s'est rendue hier, à midi, à bord du vaisseau la Ville-de-Madrid, dans le but de recevoir, de l'équipage de ce navire de guerre, son adhésion au gouvernement de la république. La chaloupe transportant la commission s'approchant du vaisseau, a été accueillie par les marins aux cris de : vive la république fédérale! Arrivée à bord du navire, la commission, par l'organe de son président, a harangué l'équipage assemblé sur le pont; et peu après est survenu le chef supérieur de la marine militaire mouillée dans le port, qui a offert ses services au nouveau capitaine général intérimaire, D. Félix Remigio Iriarte. »

Grèce.

Nous avons annoncé hier la mort de M. Tricoupis. Voici quelques détails biographiques sur cet homme d'Etat :

« M. Tricoupis, homme d'Etat et littérateur grec, est mort le 24 février à Athènes, à la suite d'une attaque de goutte. M. Tricoupis avait fait ses études en France et les avait complétées en Angleterre. Rappelé en 1821 dans sa patrie par l'insurrection, il joua un rôle important dans cette lutte mémorable, dont il devint plus tard l'historien. Après l'avènement de roi Othon, il fut nommé envoyé extraordinaire à Londres; ministre des affaires étrangères et de l'instruction publique, après la révolution du 3 (15) septembre 1843, dont il avait été un des principaux moteurs; en 1850, envoyé extraordinaire à Paris. M. Tricoupis était âgé de 81 ans.

Aile.

PERSE. — On écrit de Téhéran à la Correspondance universelle :

« On ne sait pas encore si le shah acceptera toutes les invitations qui lui ont été adressées par les familles régnantes de l'Europe, bien que la durée de son absence soit déjà fixée à six mois. On ne connaît pas non plus le costume que le shah choisira; mais s'il garde celui qu'il porte en Perse, son apparence donnera une grande idée de la magnificence des souverains de ce pays. Le costume du shah est, en effet, composé d'un caftan richement garni

de perles et de diamants, d'une veste noire ornée de même et dont les cinq boutons sont auant de solitaires valant chacun 80,000 francs, un baudrier, qui, comme la poignée et le fourreau du sabre qu'il supporte, est garni d'énormes raides et de rubis de la grosseur d'une noix. La suite du shah cherchera à imiter le plus possible cette magnificence. »

Afrique.

Un télégramme d'Aden annonce que le capitaine Bartle Frère est toujours à Zanzibar, mais que le sultan n'a pas encore signé le traité pour la suppression du commerce des esclaves.

Océanie.

LES SANDWICH. — D'après des nouvelles apportées de Honolulu à San-Francisco par le barque Murray, le Parlement des îles Sandwich avait, à la date du 4 février, sanctionné l'élection du nouveau roi, le prince Lendakau. Le couronnement avait eu lieu le lendemain. A cette occasion, le prince avait prononcé des discours dont voici les principaux passages :

« Notre nation offre dans l'histoire un exemple de la lenteur cordiale qui nous a permis de régner entre les races étrangères dans les rapports de la vie sociale. Tout homme de cœur doit s'efforcer de favoriser ces sentiments de bienveillance réciproque.

« Mon règne commence sous de favorables auspices. Nos relations avec les puissances étrangères sont des plus amicales; je suis persuadé qu'elles continueront à l'être si nous persistons à remplir nos obligations conformément aux principes de justice et d'équité reconnus par toutes les nations.

« La paix et la prospérité régneront dans l'archipel; je désire sérieusement en assurer le maintien et l'extension. Les îles sont susceptibles de beaucoup plus de développement qu'elles n'en ont jamais eu. Elles sont assez fortes pour former un royaume qui peut mériter l'estime des autres peuples et donner beaucoup plus de confort et de bonheur à une population bien plus nombreuse.

« La nature nous a placés heureusement sur la grande route maritime des peuples. Nous devons attirer le commerce de tous les pavillons par la sûreté de nos ports, par l'abondance de nos produits, par la liberté de notre législation. Toutes les lois qui accorderont à l'avenir une protection efficace et une plus grande extension à nos rapports commerciaux obtiendront à coup sûr mon entière approbation. »

DEPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Versailles, samedi 1^{er} mars, au soir.

ASSEMBLEE NATIONALE. — Suite de la discussion sur le rapport Broglie. — M. Dufaure parle en faveur du maintien du pacte de Bordeaux. M. le garde des sceaux croit que même après l'évacuation du territoire il conviendrait de prolonger la trêve des partis et de ne pas résoudre la question de monarchie ou de république. (Applaudissements aux centres, murmures à gauche). M. Ricard appuie le projet et dit qu'il considère comme l'application du message présidentiel. M. Dufaure fait ressortir l'écart existant entre M. Dufaure et M. le duc de Broglie, et propose la discussion des articles. L'Assemblée décide en effet par 499 voix contre 200 de passer à la discussion des articles.

Autre dépêche. Paris, dimanche 2 mars.

La minorité au vote d'hier de l'Assemblée Nationale se composait d'environ 110 membres de la gauche et 50 de l'extrême droite. Les républicains et les conservateurs sont satisfaits de ce vote, tandis que les radicaux et les légitimistes en sont contents.

Cabinet de M. Louis Viau

Chirurgien dentiste

Grande rue des Ecuries, n° 13, maison Weber.

Consultations de 10 à 5 heures.

LEÇONS de littérature française données par une Parisienne pourvue d'un diplôme de premier ordre. S'adresser au bureau du journal, librairie Mellier, sous les initiales B. A.

A LOUER 20 chambres garnies, très-bien meublées, avec tout ce qui concerne le ménage, à un des endroits les plus favorables de la perspective Nevski. S'adresser au comptoir Poutiatkine, au coin de la perspective Nevski et de la place de Kazan, maison n° 25 et 1, de 2 à 4 h.

VENTE

de vins d'Italie supérieurs purs de tout mélange, à Vassili Ostrow, 12^e ligne, quai de la Grande-Néva, maison n° 47.

EAU DE MÉLISSE DES CARMES

Boyer, Rue Taranne, 14, Paris, seul successeur.

Se trouve à St-Petersbourg, chez Fargé, perspective Nevski, n° 3. — A Moscou, chez Lemercier, pont des Marchands, chez Sion et dans les principaux magasins de la Russie. O. P. 23

FLEUR MOUSSEUSE DE COGNAC

DEPOSEE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER.

Dépot unique : 6, rue de Lafayette, près le Nouvel-Opéra.

Rien n'égale le délicieux arôme de ce produit, qui joint à la délicatesse de la fine Champagne la puissance du Cognac dont il est extrait, la pétillante effervescence du meilleur vin de Champagne et dont toujours se boire dans des flûtes ou demi-flûtes. — Se trouve à St-Petersbourg chez les frères Elissieff. O. P. 29

LE DEPOT GÉNÉRAL

DE MON

EAU ANATHÉRINE POUR LES DENTS

se trouve au magasin de MM. Stoll & Schmidt, à St-Petersbourg, au coin du Kirpichnoff-péroloki, maison Kononov.

Prix du flacon 1 r. 20 c.

J. G. Popp, à Vienne.

méd. dentiste de la cour imp.-royale.

EAU ET POUDRE DES CORDILIÈRES

DENTIFRICES INDIENS.

L'eau dentifrice et la poudre des Cordilières guérissent les maux de dents avec la rapidité de la pensée. Toutes les affections dentaires et la carie disparaissent par l'usage quotidien de ce dentifrice. Fabrique et dépôt général à Paris, 61, rue Hauteville; à St-Petersbourg, Moscou, Odessa, Constantinople, chez les principaux parfumeurs et coiffeurs.

UN JARDINIER français, ayant dirigé longtemps des cultures importantes en Russie, désire se placer. Diplôme et références. S'ad. au bur. du jour, lib. Mellier. 418

UNE JEUNE Française, nouvellement arrivée de Paris, désire trouver une place de lecture. S'adresser au bureau du journal, librairie Mellier, sous les initiales V. B.

PLUS DE CHEVEUX BLANCS SANS TEINTURE

POMMADE BLANCHE

DU DOCTEUR WILLIAM NORTH

pour rendre progressivement aux cheveux leur couleur primitive.

La pommade blanche ne tache pas la peau, calme les démangeaisons; en outre elle est très-agréable pour l'usage de la toilette. O. P. 391

Parfumerie Orientale, 3, rue Bergère, Paris.

Plus de Cheveux Blancs sans Teinture

POMMADE BLANCHE

DU DOCTEUR WILLIAM NORTH

pour rendre progressivement aux cheveux leur couleur primitive.

La pommade blanche ne tache pas la peau, calme les démangeaisons; en outre elle est très-agréable pour l'usage de la toilette. O. P. 391

Parfumerie Orientale, 3, rue Bergère, Paris.

Elixir américain

n° 3 des GOUTTES AMÉRICAINES d'Hippolyte Mayevsky, sous le nom d'Elixir américain

a provoqué parmi le public le désir de pouvoir les obtenir séparément. Ensuite de quoi le Dépôt des Gouttes américaines, (22, rue des Officiers, log. n° 15) en a préparé en flacons de Paris de deux grandeurs de 3 à 4 r. qu'il met en vente non-seulement au dépôt, mais aussi dans les principaux magasins de la capitale; chez Stoll et Schmidt, un laboratoire chimique, perspective Nevski, maison de l'église catholique; au magasin de la Société russe de produits pharmaceutiques; au Gostinor-Dvor, chez les pharmaciens Rouzanov et Popov. 367

Administration: Paris, 22, boulevard Montmartre

GRANDE-GRILLE. — Affections lymphatiques, maladies des voies digestives, engorgements du foie et de la rate, obstructions viscérales, calculs biliaires, etc.

HOPITAL. — Affections des voies digestives, pesanteur d'estomac, digestion difficile, indigestion, gastralgie, dyspepsie.

CELESTINS. — Affections des reins, de la vessie, gravelle, calculs urinaires, goutte, diabète, albuminurie.

HAUTERIVE. — Affections des reins, de la vessie, la gravelle, les calculs urinaires, la goutte, le diabète, l'albuminurie, etc.

Exiger le nom de la source sur la capsule.

Les sources de Vichy, ci-dessus, se trouvent chez MM. Stoll et Schmidt, Société pharmaceutique commerciale russe, et M. G. Hauff, à St-Petersbourg.

O. P. 389

Administration: Paris, 22, boulevard Montmartre

GRANDE-GRILLE. — Affections lymphatiques, maladies des voies digestives, engorgements du foie et de la rate, obstructions viscérales, calculs biliaires, etc.

HOPITAL. — Affections des voies digestives, pesanteur d'estomac, digestion difficile, indigestion, gastralgie, dyspepsie.

CELESTINS. — Affections des reins, de la vessie, gravelle, calculs urinaires, goutte, diabète, albuminurie.

HAUTERIVE. — Affections des reins, de la vessie, la gravelle, les calculs urinaires, la goutte, le diabète, l'albuminurie, etc.

Exiger le nom de la source sur la capsule.

Les sources de Vichy, ci-dessus, se trouvent chez MM. Stoll et Schmidt, Société pharmaceutique commerciale russe, et M. G. Hauff, à St-Petersbourg.

O. P. 389